



Déclaration liminaire des élus CGT aux CAPL de mutation



Monsieur Le Président de la CAPL n°2,

La réunion d'aujourd'hui porte sur l'affectation locale des agents pour le 1^{er} septembre 2019 sur la résidence de Lyon.

Au préalable, les élus CGT tiennent à réaffirmer leur opposition à la restructuration des Disi.

C'est également l'occasion de réaffirmer leur opposition à la relégation des élus de la DiSI Pays du Centre comme simples experts du 1^{er} septembre aux prochaines élections professionnelles. Ils ont reçu mandat des agents, la voix de ces derniers compte autant que toute autre voix. Ces restructurations ne doivent pas l'étouffer.

Malgré les explications de nos directions qui se veulent optimistes, le but recherché de cette restructuration d'ampleur dans la sphère informatique n'est pas l'amélioration des services, mais bien des suppressions d'emplois et de missions.

Les élus CGT réitèrent les revendications des agents qu'ils représentent :

- la pérennité de l'ensemble des ESI avec :
 - l'abandon du projet de fermetures des services ADO-Scan et AT,
 - la recherche de nouvelles missions pour les services dont les charges de travail diminuent,
 - le maintien des missions existantes sans renfort de prestataires privées.

Comme nous vous l'avons déjà demandé, nous attendons des réponses concrètes sur l'avenir des agents concernés par les fermetures de services.

Jusqu'à présent, vous ne leur avez rien apporté de concret ce qui génère beaucoup de mal-être et de stress.

En tant que Disi préfigurateur et donc notre futur directeur, vous êtes responsable de l'hygiène, sécurité et santé au travail des agents.

Pour assombrir encore plus l'avenir des agents, les DDFIP et DRFIP ont communiqué les cartes du nouveau réseau de proximité (ex-géographie revisitée) aux représentants des personnels. La mise en place de ce projet doit être terminée pour 2022.

C'est une réforme d'une ampleur inédite qui va impacter tous les services, tous les agents, et toutes les méthodes de travail.

Pour nos collègues des services ADO et AT, en cas de fermeture de leur service, cette réforme leur engendre encore plus de crainte pour retrouver un poste à proximité de leur résidence.

Monsieur Le Président, la CGT attend de vous que l'aspect humain soit pris en compte et non que les agents soient traités comme une variable d'ajustement.

Lyon le 18 juin 2019.